

Modeste contribution à une réflexion sur un ordre vraiment humain

Alain Accardo

Dans le règne animal, il semblerait que la manifestation de la puissance physique, individuelle ou collective, soit un moyen universel et immédiatement reconnaissable d'instaurer une hiérarchie des individus dans l'accès aux ressources et aux enjeux d'une vie quotidienne toujours plus ou moins concurrentielle. Ainsi par exemple les petits charognards attendent-ils toujours pour festoyer, que les grands carnassiers aient terminé leur repas.

S'agissant d'instaurer un ordre typiquement humain et favorable à nos intérêts spécifiques, nous savons depuis longtemps que ce qui caractérise nos interactions, en deçà et au-delà du recours à la force brute et sans phrase, c'est l'introduction du Droit dans l'ordre des Faits, c'est-à-dire la rupture provoquée dans le règne de la nécessité objective, celle des faits naturels, par un autre type de nécessité, une exigence qui n'est plus imposée par une force matérielle exerçant une contrainte, moins encore par une violence physique, mais par la lumière de l'entendement et l'acquiescement de la volonté réfléchie. Depuis les philosophes de l'Antiquité grecque (-2500 ans environ) et même depuis Sumer et Hammourabi, nous avons pris l'habitude (du moins en Asie Mineure d'abord puis en Europe) de tenir cette exigence pour emblématique de l'esprit humain. L'instauration de la *Loi* comme règle d'une pensée et d'une action *humaines*, est devenue une condition *sine qua non* de toute vie civilisée. Les plus croyants en ont fait un corollaire de leur foi en assignant une origine transcendante à toutes les sociodécès dont on ait gardé la mémoire. Il va de soi, pour les Humains de notre temps, que la construction d'une Cité juste reste tout autant une obligation intellectuelle et morale que pour nos ancêtres d'il y a 25 ou 30 siècles.

Or, nous sommes bien placés pour savoir que les principaux obstacles à la réalisation de ce vieux rêve d'un monde de justice, que la gauche française continue à chérir (au moins en paroles), se situent dans la substance même de l'idéologie du capitalisme néolibéral dont je ne ferai à personne l'injure de penser qu'on ignore en quoi elle consiste tant elle est devenue la règle du monde contemporain. Par conséquent, si le droit du plus fort, tel qu'il se donne libre cours sur toute la planète a trouvé l'un de ses véhicules préférés dans les mœurs et les usages (y compris dans les pratiques linguistiques des élites technico-commerciales, entre autres), nous aurions tort de sous-estimer les dégâts que cette habitude langagière de jargonner l'anglo-américain sans autre nécessité que la volonté de se distinguer dans le magma informe des classes moyennes diplômées, peut causer à l'intelligence et à la sensibilité. Donc « jetons à la poubelle le sabir américain » et parlons français, s'il vous plaît, comme ne savent plus le faire les peuples européens qui vont chercher aujourd'hui leurs modèles à Wall Street et à la City. Tout le monde sait bien, même ceux qui feignent de l'ignorer, que si les forces capitalistes se sont emparées grâce à leur puissance financière de la quasi-totalité des grands médias audio-visuels et numériques, c'est parce qu'il est devenu évident que la domination du monde est toujours, indissociablement, une affaire de *rapports de force* et une affaire de *rapports de sens*, de valeur et de croyance. Nous devrions essayer, sinon d'éliminer, du moins d'atténuer certaines des séquelles les plus odieuses de ce qui semble être une propriété héritée de notre long passé d'Hominiens, de cette sorte de structure duale de la personnalité humaine primitive. Celle-ci, inscrite sans doute dans notre patrimoine

génétique, nous conduit à trouver en toutes circonstances, des réponses aux sollicitations du milieu et aux exigences sociales, à la fois trop intelligentes et pas assez, mais qui donnent immanquablement aux entreprises de l'ordre humain cette apparence d'être bâties de bric et de broc, selon une cote mal taillée, avec des réponses mi-intellectuelles et des ripostes mi-instinctives, des réactions encore émotionnelles à demi-rationalisées, qui font cohabiter en nous, à tout moment, le désir d'étrangler nos adversaires et celui d'embrasser nos amis.

Sauf à vouloir passer pour détentrice d'une vérité absolue et éternelle, une gauche authentique ne peut que se situer sur une ligne de crête entre les différents types de nécessité (ce qui implique d'en prendre une connaissance exacte) entre un cap théorique tracé de façon abstraite sur une carte censée représenter le territoire et une trajectoire réelle qui *rectifie* constamment les rhumbs et les *écarts* imposés par l'impossibilité d'éviter tous les aléas et les dérives de la navigation effective, donc de prendre en compte des rapports de forces objectifs. Il importe en effet de ne jamais perdre de vue que contrairement à une idée très répandue, si la gauche (et conjointement la droite) ne peuvent exister que dans un rapport fondamentalement antagoniste, et tout à fait exceptionnellement consensuel, c'est parce qu'elles sont l'émanation sous une forme organisationnelle, de structures sociales qui ont la densité du plomb et la dureté du silex : ce socle inamovible, ce sont les classes sociales, liées par une logique à la fois objectivable et mesurable, et subjectivement assumée du fait que ce sont les mêmes structures qui jouent à la fois au dedans et au-dehors des agents. Un tel antagonisme est radical et finalement impossible à réduire puisque l'existence et la reproduction des classes dominantes vont de pair avec l'exploitation du travail salarié des classes dominées. Avec ces mécanismes *alternes-internes* des structures sociales, l'analyse se

situe au cœur même du phénomène de la domination sociale dont les multiples dimensions gouvernent tous les secteurs sans exception de la pratique dans toutes les sociétés de classes, en dépit de toutes les dénégations des dominants toujours soucieux d'apparaître comme supérieurs de plein droit.

On comprend dès lors, très clairement, pourquoi à toutes les époques, la grande affaire du pouvoir a été de réglementer ce que les marxistes ont appelé les rapports de production c'est-à-dire la grande question de la propriété des moyens de production. Qui contrôle la répartition et la circulation de ces capitaux, est en fait et en droit, celui qui commande en régime capitaliste, depuis au moins l'âge du bronze. Sans remonter trop loin dans la préhistoire et en s'en tenant à l'Histoire des sociétés de classes, on peut dire que si on admet de considérer la propriété collective comme l'expression d'une mentalité plus progressiste-humaniste en matière de propriété des biens de production, on ne peut pas savoir néanmoins quelles furent, à chaque époque, les tendances dominantes. L'intrication des différentes variables est telle qu'on a du mal à voir lesquelles jouent de façon durable un rôle décisif. À l'époque par exemple où la survie d'un groupe nomade reposait sur l'élevage de nombreux troupeaux itinérants, et où le capital était plus précisément le « cheptel », il n'est pas facile de savoir qui vraiment possédait quoi. Le troupeau appartenait-il au roi, à sa famille, à un clan, à la collectivité, au clergé, à un temple gérant les possessions d'une divinité, etc., comment le partage se faisait-il ? Qui décidait réellement ? On est mal renseigné. Pour les premières Cités-Etats, on est déjà mieux documenté et il devient rapidement évident que le pouvoir politico-religieux est assez systématiquement combiné avec le pouvoir économique-commercial, encore que le caractère *englobant* des systèmes de parenté ait toujours pour effet d'obscurcir l'efficacité

propre de mécanismes économiques insuffisamment autonomisés (*embedded*).

Quoi qu'il en soit, l'état de l'économie mondiale contemporaine a confirmé le rôle déterminant en dernière instance (comme disaient les marxistes) des structures économiques et dans ce processus totalisant – et par là peu ou prou totalitaire – le rôle matériel et symbolique moteur de la puissance américaine. À telle enseigne qu'on peut dire, sans forcer le trait, que ce monde que d'aucuns veulent croire éternel, est en train de mourir dévasté, en pleine apothéose du dieu Dollar sous sa bannière étoilée.

Puisque justement on se préoccupe ça et là d'une possible refondation de la gauche, le moment ne serait-il pas opportun de poser la question toute simple et sans malice : « Pour faire quoi, plus précisément ? »

S'il ne s'agit en effet que de recommencer à faire ce à quoi la précédente « gauche de gouvernement » a consacré l'essentiel de ses mandats, c'est-à-dire à la gestion loyale et convaincue des intérêts matériels et symboliques des différentes fractions de la bourgeoisie (y compris de la nouvelle bourgeoisie, la vôtre, la plus savante, la plus artiste, la plus riche en capital culturel et en pouvoir symbolique ; bref, s'il ne s'agit que de parachever ce que vous avez déjà presque totalement accompli, votre *auto-extinction en tant que force critique révolutionnaire*, alors ne nous fatiguez plus de vos discours creux de « refondation ».

Oh, certes, les circonstances aidant, il n'est pas interdit d'imaginer l'arrivée au pouvoir d'une « énième gauche », un nouvel ersatz de gauche, comme cela s'est produit avec Mitterrand et sa clique, avantageusement baptisée « gauche de gouvernement » alors qu'il ne s'agissait que d'une gauche de démolition destinée à débarrasser électoralement le capitalisme français des dernières séquelles du socialisme à l'ancienne pour lui substituer un socialisme

new-look capitalistico-compatible et maastrichto-miscible.

En une phrase et pour conclure, un projet de refondation de la gauche n'aurait de sens, et de chances d'aboutir, que s'il était en rapport de *causalité réciproque* avec un nouveau type d'Homme qui en serait l'incarnation, comme le socio-type du Bourgeois-Citoyen est venu progressivement incarner aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles la révolution des Lumières, que tout le genre humain attendait sans le savoir et dont la dynamique émancipatrice a malheureusement été cassée par un regain d'individualisme matérialiste (*au sens grossier du mot « matérialiste »*) que le déisme enchâssé dans le rationalisme des Lumières avait malencontreusement laissé subsister au cœur du personnalisme humaniste.

Si on se posait la question de savoir pourquoi c'est ce germe individualiste-là qui a fait florès dans le cours de l'histoire de l'Europe occidentale, et aussi de la gauche française, l'hypothèse s'imposerait peut-être assez rapidement que le triomphe du monothéisme et de son organisation en lignées tribales consacrées et finalement en *carrières sacerdotales* pour la gestion monopolistique des biens de salut, a été le cocon dans lequel s'est conservé le ferment qui devait devenir la variable par excellence de l'intégration sociale dans les proto-Etats de l'Antiquité.

Ainsi l'idée a-t-elle dû s'ancrer dans les croyances communes que chaque individu avait une contribution personnelle à fournir à l'effort commun. Il est permis d'y voir la racine lointaine de toute l'idéologie du Destin individuel, de la Mission, de la Vocation, bref, de la mythologie qui sert généralement à justifier un parcours singulier ou un accomplissement personnel, même pour le commun des mortels.

Si cette hypothèse, somme toute assez plausible, s'avérait, que le monothéisme a consolidé en occident, avec l'espérance d'un

salut individuel, la conviction que chaque trajectoire particulière doit refléter les efforts consentis par chaque personne pour travailler à son salut et à celui du plus grand nombre, on comprendrait mieux dans ces conditions pourquoi « faire une carrière » répondant aux critères les plus reconnus de la réussite sociale, est devenu la préoccupation essentielle des familles. En effet, une des conséquences les plus assurées de la laïcisation des pratiques sociales et de l'affaiblissement des *habitus* religieux, a été le renforcement des stratégies temporelles pour se promouvoir dans l'espace des classes sociales (l'*élitisme*). Les enfants des classes moyennes salariées ont été, depuis déjà plusieurs générations, les principaux bénéficiaires du renforcement des investissements scolaires tant sur le plan de l'engagement financier des familles que sur celui de l'implication psychologique et morale. D'innombrables études statistiques, en sociologie de l'éducation, ont fait depuis longtemps la clarté là-dessus. D'où sans doute, par contrecoup, la force et la fréquence diversement exprimées des comportements de refus et de rejet des valeurs de l'École dans les classes populaires, particulièrement celles issues de l'immigration, sur le mode « l'école, c'est pas pour nous », à la différence du prolétariat des générations précédentes.

Le système scolaire a été littéralement colonisé par la petite bourgeoisie, y compris sur le plan de la formation des enseignant·e·s. La petite bourgeoisie est devenue une pépinière de jeunes filles et jeunes gens diplômés, souvent de très haut niveau en matière théorique, mais que l'abaissement généralisé des standards européens par l'alignement sur les normes et les modèles du mode de vie américain, abusivement utilitaristes, rentabilistes et hédonistes, n'a pas aidés à déployer toute leur envergure. Et qui se retrouvent affreusement démunis, adultes d'apparence mais bloqués en profondeur à des stades plus ou moins

juvéniles (*adolescents prolongés*), voire régressifs, malgré leurs hauts diplômes, maintenant que le capitalisme sur lequel leurs familles et eux-mêmes avaient tellement misé, a commencé de faire la preuve de son incapacité à assurer le bonheur universel. Du coup, ils mesurent chaque jour davantage, non seulement les difficultés matérielles de leur existence, mais aussi la démoralisante déchéance que leur impose la société qui les a formés pour les utiliser au rabais. Autant dire qu'ils découvrent tout à la fois leur *misère de condition* (liée à l'appartenance au salariat moyen mal rémunéré et sans perspective) et leur *misère de position*, (liée à leur qualification professionnelle moins prestigieuse) deux misères qui n'en font qu'une, réservée au petit bourgeois. Cette double misère partagée par l'ensemble des salariés des services publics, est devenue l'une des caractéristiques essentielles des myriades de salariés des sociétés de classes moyennes, (et singulièrement de la petite bourgeoisie nouvelle) dont Bourdieu aimait à décrire par métaphore la condition à la fois enviable, frustrante et mal assurée en évoquant le personnage du contrebassiste professionnel dans un grand orchestre symphonique, mis en scène par Patrick Süskind dans sa pièce (*La Contrebasse*).

C'est là l'état auquel le capitalisme mondialisé a entrepris de réduire la plupart des salariés à qui il offre de « faire carrière ». On comprend pourquoi, dans ces conditions, ces salariés moyens, écartelés entre le monde de leurs aspirations subjectives et leur monde social objectif, contradictoirement heureux et malheureux, flattés et dépités, centristes complaisants et extrémistes honteux, sont devenus les meilleurs (ou les pires) partisans politiques et syndicaux du Capital qui les a engendrés, en les rendant à peu près inaptes à identifier leurs véritables intérêts de classe.

S'il fallait, dans l'instant, dresser un bilan résumant aussi brièvement et exactement que possible l'essentiel de l'odyssée humaine au cours des derniers millénaires de l'histoire de

l'espèce *Homo Sapiens sapiens*, la gageure serait peut-être moins difficile à tenir qu'on pourrait le supposer, surtout si, pour simplifier la question, on renonçait à prendre en compte, les demi-succès et les réussites approximatives, pour s'en tenir aux seuls objectifs pleinement atteints par le genre humain, sans contestation possible, dans son long cheminement erratique. Le bilan serait alors considérablement allégé. On aurait encore l'embarras du choix en matière de réalisations matérielles et techniques, en fait de prouesses, d'exploits, de merveilles de toutes sortes, de dépassements incroyables, de records inimaginables, dans un registre qu'on pourrait qualifier d'essentiellement prométhéen, voire faustien, avec un vocabulaire plus approprié à *Homo Faber*, ou *Habilis*, qu'à *Homo Sapiens*.

En revanche, pour tout ce qui touche à l'intériorité du Sujet, à la communication des consciences, à la gestion des relations humaines, à des progrès dans l'organisation de rapports égalitaires entre individus et entre groupes, pour tout ce qui implique attention aux autres (partage, échange, solidarité, compassion, respect de la dignité, considération pour la personne), on doit reconnaître que l'espèce humaine n'a cessé, jusqu'à nos jours, de donner, le plus souvent, le spectacle non pas tant de l'immobilisme ou de l'incurie mais – ce qui est sans doute plus significatif et inquiétant – le spectacle d'une démarche inchoative, faite d'intentions dilatoires, de déclarations velléitaires, de projets sans cesse annoncés et toujours différés, d'une démonstration d'impéritie et de mauvaise foi, de l'absence enfin de toute volonté politique sincère de travailler à une solution définitive du problème social.

À telle enseigne que l'ONU, dans un récent appel à la solidarité internationale pour 2026, stigmatise ce qu'elle nomme « l'indifférence » du monde envers les inégalités et leurs victimes. « Indifférence »,

le mot est faible. Mais si l'on voulait bannir les euphémismes du langage diplomatique, il faudrait dire et répéter à satiété que pas un seul des grands empires qui se sont constitués durant toute l'Histoire, pas une seule de ces « grandes puissances » dont les héritiers sont si fiers aujourd'hui, pas une seule de ces structures nationales ou internationales de domination des Humains par d'autres Humains, n'aurait pu s'édifier sans recourir massivement à *l'esclavage et aux formes de pouvoir qui en sont dérivées* (servage, domesticité, salariat, service d'ost, corvées multiples, etc.), jusqu'au régime « démocratique » lui-même. Les citoyens qui vivent ou croient vivre en démocratie, devraient se donner la peine de réfléchir aux conditions de félicité de l'exercice de leurs droits. Ils découvriraient qu'il ne suffit pas d'organiser des élections de temps à autre pour se partager le pouvoir entre privilégiés de *l'establishment* pour faire figures de démocrates et moins encore de « socialistes ».

Voilà ce que sous-entend l'usage du mot « indifférence » par l'ONU. Mais si tel est bien le sentiment des populations qui se reconnaissent dans l'institution mondiale, alors leurs gouvernements devraient logiquement demander aux héritiers des grandes puissances qui ont bénéficié (et bénéficient encore) de ces avantages, sinon de les supprimer totalement, du moins de les compenser durablement par des aides diverses et variées, et surtout *désintéressées*. Les nations occidentales en particulier, qui ont si longtemps exporté l'avidité, la force et le mépris pour les autres peuples, devraient apprendre à exporter l'amitié et la justice. Pour cela il faudrait commencer par corriger le contenu de l'enseignement des nations « développées », généralement si fières de leur Histoire, dans le sens d'une évaluation plus impartiale de leur passé « arrogant et dominateur », comme De Gaulle le disait déjà en 1967 à propos

d'Israël et de sa politique palestinienne. Mais l'homme de la rue se fiche de l'ONU autant qu'il se moque de son propre gouvernement qui lui-même doit son existence à son art de magouiller-louvoyer entre les inégalités sociales pour lanterner les populations frustrées et leur faire prendre leur mal en patience.

Bien avant que l'esclavagisme antique, le despotisme oriental ou la domination de la bourgeoisie libérale et colonialiste européenne en aient fait la démonstration sur tous les terrains, les peuples de la planète savaient déjà, par expérience ancestrale ou personnellement vécue, que tout l'art de gouverner consistait pour les vainqueurs du moment à épargner la partie des populations vaincues dont ils avaient besoin pour en faire de la main-d'œuvre, et à supprimer tous les autres. Le recours incessant, au long des générations, à des méthodes dépourvues d'aménités, a laissé des traces dans les habitus, les ethos et les mœurs, d'autant plus durables que la subordination entre espèces ou individus plonge des racines plus profondes dans le règne animal. Il serait temps que le genre humain comprenne que le seul véritable péché originel commis par nos lointains ancêtres ce n'est pas d'avoir contemplé « l'origine du monde », comme Gustave Courbet nous y invite dans l'une de ses plus célèbres toiles, mais d'avoir découvert une vérité autrement moins innocente, au regard du Ciel comme à celui de la Terre, à savoir qu'en fait d'amour du Prochain rien ne peut surpasser en sollicitude et en agrément l'amour de Soi-même par soi-même, pas même celui de Dieu...

Quoi qu'il en soit des racines naturelles de l'exploitation du travail humain des uns par les autres, l'état de nature tel que l'a théorisé Hobbes (*Homo homini lupus*) ne saurait légitimer l'esclavage ni aucune autre forme de réduction à la servitude d'un être humain par un autre puisque notre espèce est

précisément la seule vivante dotée par l'Évolution des capacités physiques et mentales de subvenir à ses besoins réels sans avoir à *exploiter* quiconque. Capacité dont le moins qu'on puisse dire est que l'Humanité n'en a guère abusé au cours des derniers millénaires, bien qu'elle n'ait cessé de se réclamer d'une religion commandant, au nom d'un Dieu miséricordieux, de traiter autrui comme un *prochain*, un semblable, un frère.

Bref, au point où nous en sommes, le bilan de la présence de notre espèce sur la Terre, risque d'apparaître très décevant : aucun des ambitieux et nobles objectifs que les collectivités humaines ont pu se proposer d'atteindre n'a été réalisé, dans aucun domaine. Tous sont restés au stade du vœu pieux, du mirage exaltant, de l'utopie prometteuse et de l'idéal inaccessible, à commencer par les grandes valeurs cardinales figées sous forme de devise républicaine au fronton des mairies... depuis maintenant plus de deux siècles (sans compter nos prédécesseurs et inspirateurs de l'Antiquité).

Certes on ne saurait soutenir l'opinion polémique que les sociétés humaines ayant existé jusqu'ici ne se sont jamais soucies sérieusement d'aménager le mode de vie de leurs populations pour l'améliorer. On pourrait au contraire, avancer que toutes les grandes civilisations sont nées d'un tel effort de sagesse pour établir un ordre fait à la fois de rationalité et de fraternité. Mais ce que l'on peut affirmer avec une raisonnable certitude c'est que ce souci du sort d'autrui a rarement été un facteur déterminant, autrement qu'en paroles, dans la politique des puissants envers les populations dominées. En tout cas, on trouve peu surprenant que, sur la longue durée et le très grand nombre, jusqu'à nos jours encore, la force ait primé le droit dans les relations internationales et que la haine l'ait emporté

sur l'amitié dans les relations interpersonnelles.

Ni la paix, ni la justice, ni le respect de la personne, ni le partage, ni la confiance ne sont devenus nulle part la règle spontanée des interactions individuelles ou collectives. Le monde entier semble cultiver le désir de vengeance, le ressentiment, le contentieux, l'envie, le chantage, les représailles et les menaces. L'univers habité est devenu toujours davantage une poudrière où l'on s'efforce de se rassurer dans la crainte de la prochaine explosion, toujours imminente, jamais exactement prévisible mais constamment redoutée. D'où l'état de névrose collective qui s'est installé à demeure sur l'ensemble de la planète et qui détériore gravement l'équilibre psychologique des populations et la santé physique ou mentale des individus.

Pour le dire tout uniment, avec les mots d'une conversation ordinaire et sans circonlocutions inutiles, la Terre offre par moments le spectacle effrayant d'un asile de fous, et pas des plus inoffensifs, mais des malades dont beaucoup sont des criminels avérés, des mafieux confirmés et des assassins qui passent inaperçus à leurs propres yeux, parce qu'eux-mêmes ou leurs prédécesseurs ont pris soin d'organiser leur incognito et leur impunité, avec la complicité d'une fraction définitivement corrompue de la société civile et politique.

Dire qu'une partie de la population est « corrompue » appelle quelques explications. Ce terme est là pour faire état de ce qui nous semble être un processus sociologique relativement banal pouvant s'observer partout où des populations différentes sont amenées historiquement à former une société de classes dont chaque membre se voit assigner dans l'espace social une position correspondant à la nature et au volume des capitaux qu'il/elle détient. Les classes populaires, les plus nombreuses et les moins

bien pourvues en capitaux valorisants, occupent les étages « inférieurs » de l'édifice social. Entre elles et les classes supérieures dominantes, s'étend un ensemble de positions, plus ou moins nombreuses et différenciées selon le type de société et le moment historique, constituant la « classe moyenne », c'est-à-dire une population à forte mobilité sociale (ascension, déclin, savoir-faire, compétences), dont le sort matériel et le destin social sont directement fonctions de la prospérité de leurs employeurs et du besoin de ces derniers en auxiliaires de toutes catégories. Tous ces auxiliaires ont en commun d'occuper les positions *intermédiaires* de l'espace social et d'y parcourir des trajectoires plus ou moins pénibles ou gratifiantes, à plus ou moins grande distance du pôle supérieur de la domination tenu par la grande bourgeoisie et du pôle inférieur occupé par les classes populaires.

C'est cette dépendance à la bourgeoisie dominante que souligne l'appellation de petite bourgeoisie, qui peut faire penser que la petite bourgeoisie n'existe que pour servir la grande. En réalité, depuis la fin du Moyen Âge la petite bourgeoisie n'a cessé, au fil des générations, de se renforcer en nombre et en patrimoine et de s'organiser comme une classe en soi et pour soi dont les lignées disposaient non seulement d'une part croissante de capital monétaire (« en bonnes pistoles bien trébuchantes » comme disait Harpagon), à faire pâlir d'envie bien des rejetons d'ancienne noblesse, mais de surcroît de la nouvelle espèce de capital symbolique, détenue en particulier par les artisans (en voie d'imposer le sociotype de l'Artiste créateur apparu à la Renaissance dans le paysage social).

Cette nouvelle espèce de ressource était bien sûr connue depuis longtemps : l'Empire romain, lui-même très inspiré par la Grèce antique l'avait déjà largement utilisée mais

désormais, dans l'ensemble du monde européen qui avait assimilé l'héritage de la civilisation romaine, diverses institutions étaient devenues indispensables à la croissance capitaliste favorisée par le progrès du savoir positif. L'institution scolaire, entre autres. L'ère des Lumières avait commencé à poindre, avec le grand mouvement civilisationnel d'urbanisation qui devait s'étendre à toute l'Europe occidentale à partir de son foyer circum-méditerranéen, et s'épanouir ensuite en une Renaissance de toute la culture.

Pour le meilleur et pour le pire, la petite bourgeoisie a vu son destin se lier à la croissance économique, commerciale et artistique qui se structurait toujours plus solidement, par le biais des mariages, des héritages, de la séparation de la boutique et du ménage, de la prise en main par les corporations, les échevinages, les franchises seigneuriales, etc. Toute une société nouvelle a vu le jour dont on comprend rétrospectivement qu'elle se préparait sans le savoir expressément, à un changement révolutionnaire de grande envergure. Les petits bourgeois s'apprêtaient à devenir les compagnons de voyage de la grande bourgeoisie mercantiliste et corollairement à travailler ainsi à leur propre émancipation.

À la différence des autres types d'habitants qui ont peuplé la Terre (le guerrier, le prêtre, le paysan, le marin, le montagnard, le nomade, etc.) le petit bourgeois ne s'est pas approprié son environnement matériel pour en faire la base de son pouvoir, sa forteresse, mais faisant de nécessité vertu il s'est mis à cultiver la seule ressource que chaque membre de l'espèce humaine possédait naturellement, en abondance et à titre personnel, sa capacité exceptionnelle de se mouvoir dans le symbolique (langage articulé, langue écrite, pensée abstraite, intelligence logique et rationnelle, musique, poésie, etc.) et aussi sa

capacité à exceller dans tous les registres expressifs. On ne peut pas dire que la petite bourgeoisie a inventé la culture, qui est une invention collective et continue, mais on peut dire qu'elle y a trouvé son élément de prédilection, dont elle ne cesse de se nourrir (à bon ou mauvais escient) et qu'elle ne cesse d'enrichir, même si les règles de l'économie capitaliste (profit maximum dans le plus court terme) ont des effets contradictoires et souvent restrictifs en matière de pratiques et de consommations culturelles. Celles-ci, devenues des marchandises au même titre que les autres, sont devenues des objets de spéculation, de désir et de manipulation commerciale comme les autres, participant toutes ensemble au pandémonium totalitaire du Marché capitaliste.

Ainsi donc la petite bourgeoisie a d'emblée pu saisir les deux tuteurs qui devaient l'aider dans sa croissance socio-économique et sa croissance socio-culturelle et elle n'a cessé de grandir pour devenir la puissance bifide qu'elle est dans le monde actuel, depuis la révolution industrielle. Pour paraphraser ce que Marx disait de la religion, on pourrait dire que la culture est aujourd'hui à la petite bourgeoisie ce que la religion chrétienne était à la bourgeoisie, « l'âme d'un monde sans âme ».

À vrai dire, comme très souvent quand on considère l'évolution dans le temps d'une structure sociale, c'est-à-dire les changements qui ont pu affecter un ensemble de rapports sociaux diversement institutionnalisés, on est frappé par deux constats très différents, voire opposés : d'une part la multiplicité des changements intervenus et l'impression de foisonnement que donne leur ensemble, et d'autre part l'apparente immobilité des structures, l'invariance des rapports et on comprend que cette double impression très contrastée ait pu se résumer dans le sens commun sous la forme des deux aphorismes opposés : « Tout

change » et « Plus ça change, plus c'est la même chose ».

D'où, sans doute, le sentiment de blocage de plus en plus largement répandu qui s'est emparé des esprits les plus sincèrement épris d'un changement véritable mais qui ne parviennent pas à sortir de cette forme de stagnation mentale et institutionnelle que Marx avait déjà clairement identifiée chez les responsables politiques des démocraties bourgeoises comme une forme de « crétinisme parlementaire ». Celle-ci, expliquait-il, consiste à croire que la finalité ultime de toute activité politique est de conserver et de reconduire la majorité au pouvoir. C'est ce à quoi en sont réduits les gouvernements actuels, au prix d'alliances nationales ou internationales sans principe. Certains responsables sont d'avis que pour sortir de l'impasse, il faudrait retourner aux urnes pour élire une nouvelle Assemblée nationale.

C'est oublier qu'entre les institutions et les agents qui les mettent en place et les animent, il y a une sorte de détermination réciproque qui fait que tant valent les uns, tant valent les autres. Ce qui revient à poser la question de savoir si les petits bourgeois actuels constituent bien le modèle de citoyen-ne-s dont notre République aurait besoin pour fonctionner de façon optimale.

Au risque de surprendre plus d'un observateur, impressionné par les grincements incessants et les à-coups de la mécanique, on peut répondre positivement à cette question : oui, la petite bourgeoisie actuelle est la classe idéale pour assurer le fonctionnement de la V^e République et lui permettre d'aller jusqu'au bout de sa mission. Celle-ci était, depuis sa naissance, en 1958, de démontrer, aux yeux d'un univers ébloui que la nation française était capable d'instaurer un monde de liberté, d'égalité et de fraternité.

Nul ne peut douter que le grand bourgeois- aristocrate De Gaulle, si attaché à la souveraineté de la France, ait voulu soustraire les affaires publiques à la pression de la *Bourse et de sa Corbeille*, mais en commandant à ses légistes, une Constitution à la Louis-le-quatorzième, sans doute a-t-il vu un peu trop grand et contribué à ouvrir la bergerie, non pas tant au loup capitaliste (déjà installé) qu'à la clique opportuniste des gentils bergers de la social-démocratie. Il ne restait plus à ces derniers qu'à organiser des *barbecues*, à orchestrer des *shows* télévisés et à créer un ORTF, pour transformer la France en énième État américain. Ce qu'elle est restée depuis, y compris « à gauche ».

C'est de ce temps-là, significativement, que date la captation massive par le *soft-power* culturel anglo-américain de la jeunesse la plus scolarisée, celle dont la descendance allait constituer la petite bourgeoisie d'aujourd'hui. Cette petite bourgeoisie-là a complètement perdu de vue qu'elle était née dans une Europe ruinée par la guerre dont les populations exsangues ne pouvaient plus opter qu'entre les vitrines américaines clinquantes et enjôleuses et les façades soviétiques austères et rébarbatives.

Notre petite bourgeoisie, qui va peuplant aujourd'hui les Ehpad hexagonaux est l'un des derniers vestiges de cet empire occidental dont la doctrine Monroe considérait qu'il appartenait de plein droit aux Américains. De plein droit ? Il est permis d'en discuter. Mais que, de fait, de tête et de cœur, la petite bourgeoisie nationale, et même internationale, soit acquise à l'hégémonie des USA sur le reste du monde, voilà qui ne fait plus grand doute. Les États-Unis d'Amérique ont été trop longtemps et trop constamment identifiés avec la force et le courage de se battre, la puissance d'entreprendre, l'envie de réussir, la joie de vaincre et la certitude d'avoir raison, qu'il est désormais exclu de les voir sous un autre jour, quoi qu'ils

fassent. Ils ont mis définitivement la Vertu à l'Ouest.

Tel est du moins le sentiment du parti américain qui semble avoir partout à cœur de célébrer l'exemplarité de ses favoris. Les petits bourgeois européens, les Français entre autres, ne sont pas les moins sincèrement épris, à qui, les quelques lueurs d'esprit critique qu'ils peuvent encore conserver, ne suffisent plus à percevoir leur propre aliénation pratique. Pour convertir l'ensemble du genre humain à la religion temporelle dont les E-U d'Amérique sont les apôtres, il fallait un chef de chœur. Les hasards de l'Histoire ont désigné les USA. Et maintenant qu'ils sont installés dans leur

leadership on voit mal qui le leur contestera, ni par quel moyen. Ils entre-tueront jusqu'au dernier, et ce sera la fin de la sixième extinction de masse.

C'est quand même triste de se dire que la Raison a cheminé si longtemps et si péniblement pour ÇA. On lui souhaite plus de chance sur une autre planète...

Alain Accardo est enseignant honoraire de sociologie, de l'Université de Bordeaux III. Il est notamment l'auteur de *Le Petit-Bourgeois Gentilhomme* (Éditions Labor, Bruxelles, 2003 ; Éditions Agone, Marseille, 2009, 2020).